

FEDECHOSSES

POUR LE FEDERALISME

1988 / 2

60

EDITORIAL

La France malade du nationalisme

Comme tous les autres états européens, la France vit la contradiction croissante entre le cadre de la vie politique, qui demeure national, et la dimension du marché qui occupe aujourd'hui l'espace européen, voire mondial. Les Etats-nations européens, par leur petite taille et leur désunion, ne sont plus à même de résoudre les véritables problèmes politiques : maîtrise de l'économie, de l'environnement, du progrès social, de la défense... créant ainsi partout une grave crise de consensus politique. On peut cependant s'interroger sur les raisons pour lesquelles la France est le seul pays où cette crise s'exprime par une telle montée de l'extrême droite à des niveaux que le NPD en Allemagne et le MSI en Italie n'atteignirent jamais.

Pour que la vie politique fonctionne normalement, il faut que les citoyens soient convaincus que les hommes politiques pour lesquels ils votent seront à même de concrétiser, dans l'exercice du pouvoir, les valeurs qu'ils ont choisies, qu'il s'agisse de celles du libéralisme, de la démocratie ou du socialisme.

DE GAULLE, venu au pouvoir pour mettre un terme à la dernière guerre coloniale européenne, a permis aux Français de vivre encore pendant quelques années dans l'illusion que les problèmes de la politique pouvaient se régler au seul niveau national. Le nationalisme qu'il incarnait a pu s'épanouir sous l'effet de son charisme d'homme d'Etat à stature internationale qui, compte tenu de son passé de combattant de la résistance au nazisme et au fascisme, a ainsi privé l'extrême droite du monopole de l'idéologie dont elle s'alimente.

DE GAULLE disparu, la vie politique en France s'est cristallisée autour de la lutte manichéenne droite-gauche, laissant croire qu'il existait une véritable alternative, dans le cadre national, entre le libéralisme et le socialisme.

L'expérience de l'alternance a démontré la vanité des espoirs de ceux qui pensaient qu'en changeant la majorité en France on pourrait aussi changer la vie. On peut ainsi comprendre le profond désarroi des électeurs en 1988. L'alternative apparaît alors simple :

. soit on reste dans le cadre de l'Etat national comme seul cadre pensable de la vie politique, et il faut insuffler à l'électeur un sentiment nationaliste suffisamment puissant pour qu'il y adhère. Dans cette perspective, si l'Etat national a échoué, ce n'est pas parce qu'il est dépassé mais parce que ses citoyens et sa classe politique ne sont pas animés d'un sentiment d'une appartenance nationale suffisamment fort, ce qui induit les choix que nous connaissons : exclusion de ce qui n'est pas français, centralisation, reprise en main autoritaire du pays, culte des anciennes valeurs morales et des idoles bien de chez nous, comme Charles Martel et Jeanne d'Arc,

. soit il convient de mettre en place une Union Européenne, seul cadre politique où les électeurs auront la possibilité réelle de changer la vie.

En 1941, Altiero Spinelli (qui jusqu'à la fin de sa vie aura lutté pour l'avènement de la Fédération européenne), relégué dans l'île de VENTOTENE par le fascisme, rédigeait **Le Manifeste**, dont cet extrait paraît aujourd'hui étrangement d'actualité : *"La ligne de démarcation entre les partis progressistes et les partis réactionnaires ne suit donc plus désormais la ligne formelle du plus ou moins grand degré de démocratie ou de socialisme à constituer, mais la ligne essentielle la plus récente qui sépare ceux qui considèrent, comme but essentiel de la lutte, l'objectif de jadis, c'est-à-dire la conquête du pouvoir politique national, ...et ceux qui considèrent, comme tâche essentielle, la création d'un Etat international stable..."*

En France aujourd'hui, un consensus semble se dessiner entre ceux qui, à gauche, souhaitent "l'ouverture" et ceux qui, à droite, refusent toute alliance avec le Front National.

La bataille pour l'Union Européenne nécessite un tel consensus en France, comme il est déjà apparu dans d'autres pays de la Communauté.

Ce phénomène politique nouveau est porteur d'un grand espoir un an avant l'élection du Parlement Européen en 1989.

Jean-Luc PREVEL - Jean-Francis BILLION

Europe ? Vous avez dit Europe ?

Le Pen,

Il ne doit pas y avoir, aujourd'hui, d'autre sujet de préoccupation pour un Fédéraliste européen. Voici, sur ce thème, quelques premières observations.

1) L'HISTOIRE SE REPETE : Denis de ROUEMONT, qui fut un penseur fédéraliste au souffle large, avait déjà consacré au "Diable" (qui s'appelait alors HITLER, MUSSOLINI, FRANCO, SALAZAR, STALINE...) des pages d'une cruelle lucidité. Ces "diables", tout comme celui de 1988, ne sont pas nés du hasard. Ils doivent d'abord leur force à notre faiblesse, aux petites et grandes lâchetés de la démocratie. Lisez et relisez "La Part du diable" (Gallimard, collection "Idées" N° 466).

2) LE DIABLE EST EN NOUS : Attention, nous avertit Denis de ROUEMONT : HITLER - et LE PEN aujourd'hui - est un alibi. Luttant contre l'homme, son parti et sa politique, nous négligeons d'attaquer ce qui lui a donné naissance. Pour reprendre le thème brûlant de l'immigration, il faut bien reconnaître que, ni en France, ni dans le reste de l'Europe, ni même dans la Communauté en tant que telle, nous n'avons fait face avec courage et résolution à ce problème.

Dans la politique sociale de la Communauté européenne, on a associé longtemps "les femmes, les z-immigrés et les handicapés", en un coup de langue expéditif et un peu dédaigneux. Par parenthèse, les Fédéralistes européens ont été, sur ce sujet, d'une affligeante discrétion. Qu'avons-nous proposé ? Qu'avons-nous mis en oeuvre ? Et maintenant, qu'allons-nous faire ?

3) LA FRANCE EST L'EUROPE : Ce qui se passe en France illustre - et non pas préfigure - ce qui se passe déjà - et non ce qui se passera - dans le reste de la Communauté. Avons-nous déjà oublié les violents affrontements inter-raciaux en Grande-Bretagne ? N'avons-nous tiré aucune conséquence du terrible livre "Tête de Turc" de l'Allemand WALLRAF ? Quelle est cette Europe ?

**FEDECHOSES POUR LE FÉDÉRALISME
PRESSE FEDERALISTE
26, rue Sala - 69002 LYON**

Directeur de la publication J.L. PREVEL

Imprimerie BRESSAUD
93, Cours Lafayette - 69006 Lyon

Commission paritaire 56256



Le Monde • Dimanche 8-Lundi 9 mai 1988

4) LES ELECTIONS EUROPEENNES : Déjà en 1984, le succès des "Divers droites" aux élections européennes avait été un choc. Or, depuis 1984, qu'a fait la Commission, qu'a fait le Conseil des Ministres, qu'a fait le Mouvement européen, qu'ont fait les Fédéralistes européens pour changer le cours des choses. Préparez vos grimaces, beaux masques. Il faudra prendre un air "douloureusement surpris" lorsque, en juin 1989, les "divers droite" auront doublé le nombre de leurs députés et qu'ils se poseront en arbitre lors des grands votes, à STRASBOURG tout comme à PARIS.

5) POUR UNE POLITIQUE GLOBALE : Toute notre stratégie devra impérativement tenir compte de l'avertissement lancé par Denis DE ROUEMONT : c'est "le diable en nous", ce sont les problèmes de l'immigration qu'il faut affronter avant toute chose. LE PEN et ses homologues italiens, grecs et autres ne sont que les caisses de résonance d'un mécontentement populaire justifié.

Jusqu'à présent, la politique en matière d'immigration a été confinée dans le domaine social. Et encore ! Jamais un Conseil des ministres européens chargés des affaires sociales n'a été consacré entièrement à l'immigration. Il est dramatiquement urgent de fixer une politique globale avant que les tensions ne soient exacerbées.

6) NOUS PREPARONS L'APARTHEID : Tel est bien le risque. Nous préparons par aveuglement et indolence une double guerre civile. D'une part, entre les "ultras", menés par un LE PEN ou l'autre, et les démocrates ; d'autre part, entre les "ultras" et les immigrés.

Au sein même des communautés d'immigrés, des réflexes de peur, de défense et de cohésion portent au pouvoir les leaders les plus conservateurs, les plus intégristes. Bientôt, ce seront les plus violents, comme ce fut le cas dans les ghettos noirs aux Etats-Unis.

Ne sous-estimez pas la violence en Europe. Dans notre jolie Communauté, à l'ombrage des Premiers Ministres en fleurs, voilà plus de vingt ans que catholiques et protestants s'entre-tuent à BELFAST.

Jean A. PIRLOT

Article tiré de UEF-info n° 40 (UEF - Belgique)

L'EUROPE SANS FRONTIERES : Economiser 200 MILLIARDS D'ecu (1) Créer 5 millions d'emplois

31 décembre 1992 : c'est le terme choisi en 1985 par les chefs d'Etats et de gouvernements pour l'aboutissement du grand marché intérieur. Un élan particulier a été donné dès 1957 par les fondateurs de la Communauté qui avaient décidé la suppression progressive des droits de douane à l'intérieur du territoire communautaire. Cette élimination n'a pourtant pas permis de lever tous les obstacles et, depuis 1973, la crise économique a accentué les entraves.

Chaque Etat a tenté alors de protéger son marché et ses industries en développant des barrières techniques et tarifaires. Cette situation, résultat de mauvais calculs, occasionne des surcoûts de production et de services que supportent les citoyens de la Communauté. Elle est aussi une des causes majeures du fort taux de chômage que connaît l'Europe des douze.

Le coût de la non-Europe

Une récente étude de la Commission européenne indique que le coût de la non-Europe est compris dans une fourchette de 170 à 250 milliards d'ECU (1158 à 1763 milliards de francs).

Les causes de ce gaspillage sont aisées à comprendre. Les formalités aux frontières sont sources de frais salariaux et administratifs évalués à 14 milliards d'ECU ; la multiplicité des normes et règles techniques nationales freine la commercialisation des productions et oblige à de coûteuses adaptations qui accroissent les frais de fabrication, et donc les prix, et que l'on situe entre 46 et 58 milliards d'ECU.

Beaucoup d'autres mesures pourraient être citées et tout cela coûte cher aux contribuables et aux consommateurs. Mais ces entraves freinent également le développement des entreprises et donc la croissance et l'emploi.

Ces disparités ne permettent pas de concurrencer nos principaux partenaires commerciaux, les Etats-Unis et le Japon, qui disposent d'un marché continental.

La fragmentation actuelle du marché européen est d'autant moins acceptable que la Communauté compte 16 millions de chômeurs, soit 10.4 % de la population active alors que les Etats-Unis n'en comptent que 7 millions (6 %) et le Japon 1,7 millions (3 %)

Difficultés et enjeux

Si les chiffres précédemment cités nous conduisent à souhaiter la réussite du grand marché intérieur, il ne faut pas se cacher les difficultés à surmonter.

La Commission européenne considère que cette réussite est liée à l'adoption de 300 décisions qu'elle a soumises au Conseil des Ministres, lequel devra se prononcer en coopération avec le Parlement européen.

Ces dispositions doivent conduire à l'élimination progressive de toutes les entraves physiques, techniques et fiscales qui bloquent aujourd'hui encore la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux.

Pour supprimer ces barrières, il convient de faire des efforts importants de reconnaissance mutuelle devant aboutir progressivement à l'harmonisation. Cela concerne les normes techniques et sanitaires, les diplômes universitaires, la réglementation relative à la protection de la santé et de la sécurité des personnes, ainsi que de l'environnement, de la fiscalité, notamment des droits d'accise et de la T.V.A., qui étale actuellement 21 taux différents entre les douze pays membres, enfin tous les domaines de la protection sociale et des prestations familiales.

Cela passe aussi par une réforme, modestement entamée depuis de Conseil européen de Bruxelles en février 1988, des politiques communautaires, en premier lieu de la politique agricole commune, afin de mieux doter les politiques de développement régional, sociales, de la recherche et de la coopération avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), ainsi que par un accroissement des ressources communautaires.

Toutes ces difficultés ne sont pas insurmontables mais il faudra une volonté politique sans faille pour y arriver.

L'enjeu vaut pourtant tous les efforts. Le récent rapport de la Commission européenne est là pour vous le rappeler.

La réalisation du grand marché intérieur, s'il s'organise dans un esprit de solidarité et de coopération entre les Etats membres, apportera un gain de 200 milliards d'ECU par an, créera 5 millions d'emplois en 5 ans et verra les prix baisser de 4.5 points

Mais, pour cela, il faut, outre la volonté politique déjà citée, que la Communauté puisse compter sur l'appui de l'opinion publique. Chaque européen est directement concerné, à des titres divers dans sa vie quotidienne, par l'avènement d'une Europe sans frontière.

(1) 1 ECU = 7.05 FF

LE SPECTRE DE 1929

Après la chute catastrophique des cotations à Wall Street et ses répercussions immédiates sur toutes les principales places d'affaires du monde, on a aussitôt parlé d'un deuxième "grand Krach", peut-être encore plus important que celui de 1929. Et certains craignent que cette chute des valeurs financières ne soit suivie par une deuxième grande dépression économique mondiale, comme cela fut le cas dans les années trente.

A vrai dire, l'analogie ne doit pas s'arrêter aux effets à brève échéance. La grande Dépression s'est produite au cours de la transition d'un système monétaire international basé sur la livre sterling en tant que monnaie dominante, à un nouveau système qui aurait trouvé sa pleine expression seulement durant le deuxième conflit mondial, grâce à l'hégémonie politique, militaire et monétaire des USA. En résumé, la crise de 1929 est due à la situation d'anarchie internationale générée par l'instabilité européenne créée par le traité de Versailles, par l'affaiblissement économique de la Grande-Bretagne et par le refus des Etats-Unis d'assumer la responsabilité, comme cela était déjà arrivé dans les années vingt, d'être les "banquiers du monde".

Aujourd'hui, les causes profondes de l'accidentel Krach de Wall Street résident dans le déclin progressif et inexorable de la suprématie politique et économique des Etats-Unis. Les USA deviennent petit à petit une puissance économique d'importance régionale, même s'ils conservent, de façon tout à fait formelle, toutes les charges et tous les privilèges attachés au rôle de "banquiers du monde" ; le Dollar reste une monnaie internationale mais tout le monde l'utilise avec précaution car la confiance dans sa stabilité (qualité première pour un moyen de paiement international) est désormais définitivement minée par les crises continuelles plus ou moins récentes. En effet, la crise de confiance dans le Dollar n'est pas une nouveauté.

Déjà à la fin des années cinquante, l'économiste TRIFFIN avait prévu avec clairvoyance l'inévitable "dilemme" que devrait affronter le système mondial des paiements : il est impossible qu'une monnaie nationale puisse financer un volume croissant d'échanges internationaux ; car il est inéluctable que, tôt ou tard, à cause de l'inévitable déficit dans la

balance des paiements, qu'il est nécessaire de maintenir pour fournir le monde en liquidités, une crise de confiance se manifeste à son égard. Aujourd'hui, d'après certaines estimations, nous avons atteint un volume de transactions financières mondiales au moins trente fois supérieur à la quantité de marchandises et de services échangées : il est réellement absurde et contraire à tous les principes corrects de bonne gestion de l'économie, de penser que cette énorme masse de transactions puisse être contrôlée grâce à un système qui prévoit des échanges plus ou moins fluctuants et la guerre des taux d'intérêt entre les banques centrales. Il semblerait que la principale préoccupation des Ministres des Finances soit celle d'attirer les capitaux étrangers grâce à des séductions rusées pour "duper son propre voisin". Toutes les manoeuvres nationales sur les changes et sur les taux d'intérêt, dans la situation financière internationale actuelle, caractérisée par un degré très élevé d'inter-dépendance doivent être considérées comme un véritable attentat contre l'ordre économique international.

Il est tout à fait naturel que, prochainement, l'on cherche à remédier à cette anarchie monétaire très dangereuse par des réformes plus ou moins radicales des règles du jeu actuelles. Une première alternative est en cours de discussion et on devine déjà les éléments fondamentaux. Les Etats-Unis, en essayant d'endiguer la crise de leur suprématie sur le monde occidental, poursuivent depuis longtemps, la politique des directoires, par le biais de la réunion périodique du soi-disant groupe des sept pays les plus industrialisés. La proposition du Ministre des Finances américain BAKER qui consiste à prendre comme point de référence des taux de change des monnaies, un panier de matières premières, incluant l'or également, doit être placée dans ce contexte. Il s'agit là d'une tentative visant à créer une zone de stabilité monétaire aussi bien à l'égard de l'Europe qu'à l'égard du Japon. Bien entendu, cette proposition a séduit certains pays "plus égaux que les autres" qui, dans ce contexte, ont l'illusion de pouvoir encore exercer un rôle actif dans la politique mondiale. Le Dollar boiteux serait aidé par les béquilles du Mark et du Yen, ainsi promu au rang de monnaies de niveau international.

Si la proposition avancée par les Etats-Unis d'un retour à un système de changes stabilisé doit être accueillie avec faveur, on ne peut tout de même pas ne

pas constater la duplicité conservatrice du projet. Comme en 1929, le système financier international subit une crise parce que la confiance dans l'ancien étalon monétaire s'est usée petit à petit, cependant, contrairement à ce qui s'est passé en 1929, l'alternative ne peut plus être représentée par l'instauration d'un système monétaire basé sur une monnaie nationale dominante. Nous sommes désormais entrés dans une phase tout à fait nouvelle de l'économie mondiale et tout projet de réforme qui ignorerait l'évidente réalité sera, à long terme, voué à l'échec. L'ensemble des pays du Pacte Atlantique, auxquels est venu rapidement s'ajouter le Japon, a représenté, après la Deuxième Guerre Mondiale, l'économie mondiale, à savoir que la presque totalité des échanges commerciaux mondiaux se faisait à l'intérieur de cette macro-région. Mais aujourd'hui, des zones économiques périphériques importantes - comme les pays du tiers-monde et ceux du Comecon - font pression pour faire partie des classes dirigeantes de l'économie mondiale. Une ligue des monnaies occidentales les plus fortes au sein du groupe des sept, constituerait une enième tentative pour éluder les requêtes du tiers-monde en faveur d'un ordre économique international plus équitable et celles des pays socialistes, en particuliers de ceux de l'Est Européen, en faveur d'une intégration de leurs systèmes productifs dans le marché mondial. D'autre part, un renforcement politique du groupe des sept enlèverait une grande partie de leurs fonctions aux institutions internationales actuelles telles que le FMI, la Banque Mondiale, la FAO, etc. qui, par leur connexion à l'ONU, permettent aux pays marginaux de faire au moins connaître au monde entier leurs protestations. Le démantèlement progressif de l'ONU, en faveur d'un directoire des pays riches, augmenterait ultérieurement les facteurs d'instabilité économique et d'anarchie politique internationale.

Dans cette perspective, ressortent avec évidence aussi bien les responsabilités de l'Allemagne quant à la crise financière actuelle (ce n'est pas par hasard si la panique à Wall Street a été provoquée par les bruits sur des éventuelles augmentations des taux d'intérêt allemands) que les limites infranchissables de la politique extérieure d'une puissance moyenne. L'opposition du gouvernement Kohl à la création de la monnaie européenne ne peut que conduire à l'une des alternatives suivantes : ou bien le Mark reste

décroché du Dollar, et dans ce cas l'instabilité internationale augmente, vu que le Mark n'est pas suffisamment fort pour tenir le rôle de monnaie internationale, ou bien le Mark accepte son attachement au Dollar et la coordination des changes dans le cadre du groupe des sept, et dans ce cas il accepte alors également une subordination grandissante au patron américain, en mettant ainsi pratiquement un terme à l'expérience du SME, qui serait dilué dans une zone atlantique de libre échange. Il faut aussi remarquer que cette deuxième alternative correspond bien à la perspective d'une Allemagne toujours plus neutre au centre de l'Europe et ouverte au rapprochement avec la RDA. En résumé, il s'agit d'un rêve micronationaliste anachronique en échange de l'unification européenne.

Le choix de la monnaie européenne serait en même temps un choix en faveur d'une intégration et d'une stabilité de la zone atlantique plus forte et d'un renforcement du système monétaire mondial. Malgré tout ce qui se fait dans le cadre du groupe des Sept, le Dollar restera une monnaie boiteuse, à laquelle les opérateurs économiques rendent bien difficilement une confiance illimitée. Au contraire, une monnaie européenne représenterait un facteur très puissant de stabilisation du marché financier européen. Avec l'accord des Etats-Unis et du Japon, un rapport de changes stable entre le Dollar, l'Ecu et le Yen, pourrait être aisément maintenu en facilitant ainsi le processus d'intégration productive entre les principaux pays industrialisés occidentaux. Au niveau mondial, l'Europe aurait en plus intérêt - contrairement à ce que font actuellement les USA, qui se trouvent dans l'obligation de mener une politique limitant leur faiblesse - à faciliter l'insertion du tiers-monde et des pays du Comecon dans l'économie mondiale) ; elle serait ainsi le promoteur d'une réforme radicale du FMI (par l'utilisation des DTS comme embryon de monnaie mondiale) et des principales agences économiques de l'ONU qui devraient être renforcées jusqu'à permettre un financement efficace de plans de développement du tiers-monde.

En définitive, nous ne sommes pas comme en 1929, au bord de l'abîme. Mais se dessine à l'horizon, l'alternative entre une politique de ligue de la zone occidentale, ayant pour objectif de défendre sa prospérité en déclin, et la perspec-

tive d'une refonte radicale de l'ordre économique international, grâce à la création d'un pôle monétaire européen, qui permettrait une relance efficace du processus de développement non seulement de

l'Europe et de l'Occident mais également du monde entier. Et le choix revient avant tout aux Européens.

Guido MONTANI

Tiré de *l'Unita Europea* octobre 1987
Traduit de l'italien par Ivanna Graziani

Origines et initiatives de l'intergroupe fédéraliste pour l'Union européenne

L'action des innovateurs dans le Parlement européen

Le Parlement européen a été, dès sa naissance, un exceptionnel laboratoire politique pour expérimenter le principe (inscrit dans le "Manifeste de Ventotene") de la ligne de division entre forces progressistes et forces réactionnaires.

Apparemment divisés dans des groupes politiques qui répondent aux vieilles idéologies traditionnelles (socialistes, communistes, démocrate-chrétiens, libéraux, conservateurs), les députés européens décident leur vote sur la base de choix qui répondent à la volonté de renforcer ou affaiblir les éléments souverainistes de la Communauté européenne.

En utilisant un langage plus moderne, Altiero Spinelli affirmait que deux secteurs se partagent politiquement l'hémicycle de Strasbourg: celui des innovateurs, c'est-à-dire des députés qui agissent pour faire progresser l'intégration communautaire vers l'Union européenne, et celui des immobilistes, c'est-à-dire des députés qui agissent pour freiner le développement de la Communauté.

Puisque les uns et les autres ne sont pas majoritaires dans le Parlement, il devient chaque fois nécessaire de conquérir le consensus des députés du "marais", c'est-à-dire des députés qui hésitent encore.

Sur la base de ces principes, Altiero Spinelli avait décidé de constituer, au sein du Parlement européen, un centre d'action politique et il avait demandé à tous les députés qu'on aurait rangé parmi les innovateurs de s'engager avec lui pour atteindre le but de l'Union européenne à travers le travail "constituant" du Parlement européen.

Le Club du Crocodile a ainsi vu ses jours le 9 juillet 1980, à l'initiative d'Altiero Spinelli et de huit députés européens, prêts à rompre la discipline de leurs groupes politiques. Plusieurs dizaines de députés s'associèrent aux neuf fondateurs dans les mois qui suivirent et le Club eût ainsi 180 membres qui souscrivirent la résolution adoptée le 9 juillet 1981 par la majorité de l'Assemblée.

Les innovateurs du Club ont continué leur action pendant tout le travail de la Commission institutionnelle, jusqu'à l'adoption finale du projet de Traité instituant l'Union européenne, le 14 février 1984.

Après l'Acte Unique et la défaite de la bataille conduite pendant la première législature, le Parlement élu en juin 1984 a décidé - encore une fois grâce à l'impulsion d'Altiero Spinelli, de continuer la lutte pour l'Union européenne sur la base d'une nouvelle stratégie liée aux élections européennes en 1989.

Après la mort de Spinelli, survenue le 23 mai 1986,

la nécessité de réunir tous les députés innovateurs du Parlement européen a été encore plus forte, puisque le "marais" risquait de donner son appui aux immobilistes.

Sur la base de cette conviction, cinq députés venant de différents groupes politiques et pays (Hansch, Herman, Ippolito, Newton Dunn et Romeo) ont pris l'initiative de constituer un "INTERGROUPE FÉDÉRALISTE POUR L'UNION EUROPÉENNE" en ajoutant ainsi au but commun de l'Union le ciment de l'idéal fédéraliste.

L'Intergroupe fédéraliste est aujourd'hui composé de 150 membres, venant de tous les groupes politiques (sauf les Droites européennes) et de tous les pays membres de la Communauté; ses membres se sont réunis en assemblée vingt fois à Strasbourg et une fois à Rome, à l'occasion du trentième anniversaire de la CEE, pour adopter un Manifeste pour l'Union européenne; une délégation de l'Intergroupe a rencontré plusieurs fois chefs d'Etat et de gouvernement à la veille du Conseil européen de Bruxelles (juin 1987) pour réitérer la demande du Parlement européen de se voir attribué un mandat constituant et pour exprimer l'exigence de consultations populaires en faveur de l'Union européenne.

En suivant la méthode choisie par les fondateurs de l'Intergroupe du Parlement européen, des innovateurs se sont mobilisés dans quelque parlement national et ils ont ainsi réussi à constituer des intergroupes fédéralistes à la Chambre des Représentants et au Sénat belges, à la Chambre des Députés et au Sénat en Italie, aux Cortes en Espagne, au Sénat en France.

Dans le but de renforcer la position de ceux qui veulent parvenir à la convocation de consultations populaires à l'occasion des élections européennes en juin 1989, l'Intergroupe fédéraliste a effectué à l'automne 1987 un sondage d'opinion sur les thèmes du gouvernement européen, des pouvoirs du Parlement et de la réalisation de l'Union européenne. Les résultats du sondage, publiés par une chaîne d'important journaux européens le 17 décembre 1987, ont confirmé l'attitude positive de la grande majorité des citoyens européens, exception faite pour le Royaume Uni et le Danemark.

Sur la base de ces résultats, l'Intergroupe envisage de poursuivre et de renforcer son action, jusqu'à l'échéance de juin 1989, pour contribuer ainsi au progrès de la construction communautaire vers l'Union européenne.

Pier Virgilio Dastoli

L'invitation des membres du l'intergroupe fédéraliste à leurs collègues du Parlement européen.

Chers collègues,

Beaucoup d'initiatives ont été prises ces temps derniers pour lancer l'action en faveur de l'union politique de l'Europe. Parmi les plus significatives, il faut prendre en considération celles qui demandent la convocation de consultations populaires pour l'Union européenne et les pouvoirs constitutants pour le Parlement européen qui sera élu en juin 1989.

Nous pensons qu'il est urgent et nécessaire que la majorité des membres du Parlement européen exprime clairement son appui à ces initiatives, surtout en demandant aux Chefs d'Etat et de gouvernement d'assumer les responsabilités qui sont les leurs dans le cadre du Conseil européen.

Dans l'attente de propositions globales que la Commission institutionnelle est en train d'élaborer sur la "nouvelle stratégie pour réaliser l'Union européenne" et qui seront débattues en séance plénière à la fin de l'année, nous vous proposons d'utiliser les moyens définis par le Règlement et d'inscrire au Registre la déclaration ci-jointe en vue de réclamer le consensus de la majorité au moins des membres effectifs du Parlement.

Aussitôt qu'une masse critique de signatures sera atteinte, nous pourrons officiellement inscrire la déclaration, nous mobiliser pour recueillir les adhésions nécessaires et la diffuser, éventuellement, à la Presse...

Suivent les signatures de Jean-Pierre COT (socialiste français), Roger PARTRAT (démocrate chrétien français) ...

Texte de la déclaration proposée par l'Intergroupe fédéraliste

Le Parlement européen,

- rappelant le projet de Traité institutionnel de l'Union européenne ;

- rappelant la demande faite au Conseil européen de donner au Parlement européen le pouvoir d'établir un projet d'Union afin que celui-ci soit soumis directement aux ratifications nationales ;

- sachant que la réalisation de l'Union aura des conséquences importantes pour tous les citoyens européens ;

- sachant que cette Union ne pourra être réalisée que par une mobilisation de l'opinion publique ;

1 - lance un appel solennel aux Chefs d'Etats et de Gouvernements afin de promouvoir la convocation d'une consultation populaire sur l'Union et sur les pouvoirs du Parlement européen ;

2 - demande particulièrement à la présidence allemande de mettre ce problème à l'ordre du jour du Conseil européen d'HANNOVER et à la présidence grecque de mettre en oeuvre les procédures nécessaires ;

3 - demande au Gouvernement espagnol d'annoncer, dès à présent, la convocation d'un Sommet extraordinaire en janvier 1989, dans le but de définir les pouvoirs qui devront être conférés au Parlement européen et de convoquer la consultation populaire en liaison avec les élections européennes ;

4 - demande aux Parlements nationaux, d'apporter leur soutien à ces instances démocratiques ;

5 - charge son Président d'adresser cette résolution aux gouvernements et aux parlements de la Communauté.

LES PROBLEMES AGRICOLES APRÈS LE CONSEIL EUROPEEN DE BRUXELLES

Le traité de Rome fixait comme objectifs à la politique agricole commune d'"assurer un niveau de vie équitable" aux agriculteurs et "des prix raisonnables" aux consommateurs. Son article 40 ne fondait pas cette politique sur la seule administration des prix. Pourtant, la règle de la garantie des prix pour des quantités illimitées, "adoptée" à STRESA en juillet 1958 par la conférence (intergouvernementale et professionnelle) des Etats membres, n'a longtemps souffert aucune exception. Les monstrueux excédents engendrés par cette absurdité économique aboutissent à un paradoxe : une politique illégitime est en train de mourir de son propre succès.

La politique agricole commune (PAC) a permis la survie des petits agriculteurs, mais au prix de surprofits indécents pour les grosses exploitations. En revanche, la hausse incessante des prix agricoles, de campagne en campagne, est un facteur reconnu d'inflation.

Aujourd'hui, toute réforme de la PAC doit s'éloigner du soutien généralisé des prix et se rapprocher, autant qu'il est nécessaire, de l'aide directe à l'exploitation.

1. L'AGRICULTURE EUROPEENNE N'EST PAS HOMOGENE : LE PRETENDRE EST UNE IMPOSTURE

L'agriculture européenne tend à se polariser autour de trois modèles :

- un modèle concurrentiel tourné vers la consommation intérieure et l'exportation de produits agro-alimentaires à forte valeur ajoutée ;

- un modèle concurrentiel à débouchés bio-industriels ;

- un modèle non-concurrentiel de développement rural à finalité sociologique et écologique, qui coûtera aux citoyens ce qu'en tant que contribuables et en tant que consommateurs ils consentiront à payer pour empêcher la désertification des campagnes et la destruction du milieu.

Limiter le soutien des prix aux petites exploitations des deux premiers types d'agriculture et aider les exploitations du troisième type à survivre : telle est la clef d'une PAC plus efficace, plus juste et moins coûteuse.

2. CETTE IMPOSTURE A FONDE LA COMPLICITÉ DES MINISTRES GUILLAUME ET KIECHLE AU CONSEIL EUROPEEN DE COPENHAGUE.

C'est sur la base de cette prévision qu'il appartient aux fédéralistes de dénoncer l'alliance nationale-conservatrice du ministre des gros exploitants français et du ministre des agriculteurs allemands, qui ont pu développer leurs exploitations bien au-delà de leur potentiel naturel, grâce à l'aubaine de subventions à l'exportation (les montants compensatoires monétaires pour un pays dont le taux de change est toujours réajusté à la hausse) et de moyens de production importés, de moins en moins coûteux tant que le mark s'apprécie.

3. AU CONSEIL EUROPEEN DE BRUXELLES, L'ALLEMAGNE ACHETE LA STABILITÉ DE SON ELECTORAT AGRICOLE ET LA RECLAUDE DE MRS THATCHER POUR CINQ MILLIARDS D'ECUS

Certes, la Communauté est allée plus loin que jamais dans la tentative de limiter la dépense agricole. Les "stabilisateurs automatiques" et le "gel des terres" sont destinés à limiter la croissance de la dépense agricole totale à 74 % de la croissance du PIB. Il est cependant permis de douter que la menace d'une baisse de 3 % du prix du blé pour les quantités produites au-delà d'un plafond de 160 millions de tonnes - Mrs Thatcher exigeant 155 - suffise à persuader les céréaliers de produire moins. Certains risquent même de produire plus pour compenser cette perte éventuelle de revenu.

En attendant, le compromis KOHL-THATCHER sur les céréales et les oléagineux coûtera 400 millions d'écus de plus que le paquet initialement proposé par la Commission.

Les Européens n'accepteront pas éternellement, en tant que contribuables, de payer plus d'impôts pour bénéficier, en tant que consommateurs, du rare privilège de pouvoir acheter plus cher les aliments qu'ils consomment. Les citoyens européens ont droit à une Communauté dont les moyens, au demeurant modestes, puissent être enfin consacrés aux politiques d'avenir (infrastructures, recherche, espace).

Bernard BARTHALAY

(*) Cet article, tiré de **Défi pour l'Europe**, a été écrit avant le changement de gouvernement.

FÉDÉCHOSES - POUR LE FÉDÉRALISME
26, Rue Sala - 69 002 LYON

**DISPENSÉ
DE TIMBRAGE**

**LYON - PERRACHE
ROUTAGE 206**